

REVOLUTION SOCIALISTE



On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme. Lénine



Austérité Roms Grèce Cuba Haïti États-Unis

n° 33 octobre 2010 1,50 euro groupe bolchevik [collectif révolution permanente]

Chômage, austérité, baisse des salaires et des retraites

Les classes capitalistes font payer leur crise à leur classe ouvrière

Seuls les naïfs croient les discours qui affirment que la crise capitaliste mondiale est finie, que le capitalisme a retrouvé un sentier de croissance sain. Les sources d'instabilité du capitalisme sont plus fortes que jamais. Lors des périodes de croissance, la classe ouvrière peut préserver et même accroître son niveau de vie, bien que la masse des profits augmente. En temps de crise, l'enjeu pour la bourgeoisie est de reporter le fardeau sur le prolétariat.

Les bourgeoisies ont globalement réussi à compenser, pour elles, le choc de la crise. Le classement annuel du magazine *Forbes* fait apparaître que les capitalistes ont rebondi : la richesse des 400 Américains les plus fortunés a augmenté de 8 % à 1 370 milliards de dollars. Si l'on s'en tient à la France —où près de 8 millions de personnes vivent avec moins de 950 euros par mois— 16 350 bénéficiaires du « bouclier fiscal » ont perçu 585 millions d'euros, et les dix plus fortunés d'entre ont perçu près de 6 millions. Sur les six premiers mois de l'année, les entreprises du CAC 40 ont quasiment doublé leurs bénéfices.

Au passage, les bourgeoisies ont montré que le libéralisme ne servait qu'à justifier les attaques contre les acquis de la classe ouvrière. Quand le capitalisme menace de s'effondrer, elles reviennent à l'étatisme. Les États impérialistes ont piétiné les dogmes libéraux, tels celui de « l'indépendance des banques centrales » :

La crise brise les tabous. Elle l'a fait dans l'ordre monétaire, où l'on voit les banques centrales violer l'une de leurs règles les plus sacrées —activer la planche à billets en achetant les bons du trésor, c'est-à-dire la dette, émis par leur propre gouvernement. (Le Monde, 8 octobre 2010)

Les politiques nationales « keynésiennes » de sauvetage des banques en 2007-2008 et de soutien aux groupes capitalistes en 2008-2009 ont limité la destruction du

capital et relancé la spéculation mondiale sur les matières premières, d'actions et de produits financiers dérivés (ceux qui ont déclenché la dernière crise financière). Les banques centrales prêtent à un « taux directeur » dérisoire à leurs groupes bancaires (la Banque centrale européenne à 1 %, la Banque d'Angleterre à 0,5 %, la Réserve fédérale américaine à 0,25 %, la Banque du Japon à 0,1 %...). Grâce à de tels taux d'intérêt, les banques peuvent prêter aux États à plus de 2 % pour les mieux notés (bien plus pour les autres comme la Grèce) et les sociétés d'investissement peuvent spéculer aisément.

Le PIB n'augmente que faiblement dans l'Union européenne et les États-Unis. Le chômage n'y baisse pas. La croissance mondiale est surtout portée par quelques « pays émergents » (Chine, Brésil, Inde...).

La crise précipite les changements entre les fractions nationales du capitalisme mondial. La Chine émerge comme puissance impérialiste, alors que le déclin de l'impérialisme américain s'accroît et que l'Union européenne est ébranlée. La Belgique, où siègent ses institutions politiques, est menacée d'éclatement. L'Allemagne reprend la première place en Europe à l'effroi de l'impérialisme britannique et de l'impérialisme français. À l'est du continent, la Russie capitaliste tente de reprendre le contrôle de sa périphérie au détriment de l'Union européenne minée par la crise mondiale et ses divisions.

La « guerre des monnaies » des États-Unis et de l'UE contre la Chine, la multiplication de mesures protectionnistes sont des signes annonciateurs des conflits inter-impérialistes dangereux pour l'humanité .

La classe ouvrière fait les frais d'un renforcement de l'exploitation. Faute d'une direction révolutionnaire capable de mener le combat contre la bourgeoisie et de renverser le capitalisme en décadence, elle conti-

RÉVOLUTION SOCIALISTE n° 33

Éditorial p. 2
Tracts p. 8
Interventions p. 10
Roms p. 14
Haïti p. 16
États-Unis p. 22



Grèce p. 24
Cuba p. 29
Autriche p. 34
Appel des 44 p. 36
Brochures p. 28
Abonnement p. 33

www.revolution-socialiste.info

nue à reculer face aux offensives de la bourgeoise. Une défaite très grave serait la restauration du capitalisme qu'a décidée la bureaucratie étatique à Cuba, un pays qui avait défié l'impérialisme et montré l'exemple, en Amérique, de l'expropriation du capital et la collectivisation de l'économie.

À TRAVERS TOUTE L'EUROPE, LA XÉNOPHOBIE ET L'AUSTÉRITÉ

L'Europe capitaliste combine les effets de la crise mondiale et la poursuite d'un déclin séculaire que seule l'unification socialiste pourrait enrayer. En tant que maillon faible de l'impérialisme, les États d'Europe du Sud ont été particulièrement attaqués par les capitalistes de la finance et se sont trouvés en crise d'endettement.

La suspicion est d'ailleurs de mise au sein de la zone euro.

Il faut mettre en œuvre des mécanismes qui permettraient l'exclusion d'un membre de la zone euro. (Jan Pociatek, Ministre slovaque des finances, Le Temps, 7 mai 2010)

La Finlande a réclamé vendredi que les nouvelles sanctions à l'étude pour renforcer la discipline budgétaire dans l'UE soient déclenchées de manière « automatique » pour redonner de la crédibilité au dispositif. (AFP, 2 juillet 2010)

Les deux pays [Allemagne et France] prônent également des « sanctions politiques » au sein de l'UE en cas de déficit excessif. (Les Échos, 21 juillet 2010)

Sous prétexte de réduire leur déficit et leur endettement, créés par le refus des capitalistes de payer des impôts et aggravés par le sauvetage étatique des groupes bancaires et des groupes automobiles, les gouvernements des États membres de l'Union européenne ont lancé chacun une offensive contre les travailleurs de leur pays. La Grèce n'était qu'un prélude, un modèle à suivre pour faire payer la crise aux travailleurs :

Dans sa grande majorité, l'Union européenne vit au-dessus de ses moyens... Nombreux Européens en sont venus à penser que la retraite précoce, la santé publique gratuite et la générosité des allocations chômage sont des droits fondamentaux (Financial Times, 12 mai 2010)

Sarkozy s'en prend de nouveau à la « valeur de non travail » des Français. Par là, il ne parle pas de la famille Bettencourt, de ses amis de Neuilly et de la classe qui vit du travail d'autrui, mais de la prétendue paresse des prolétaires.

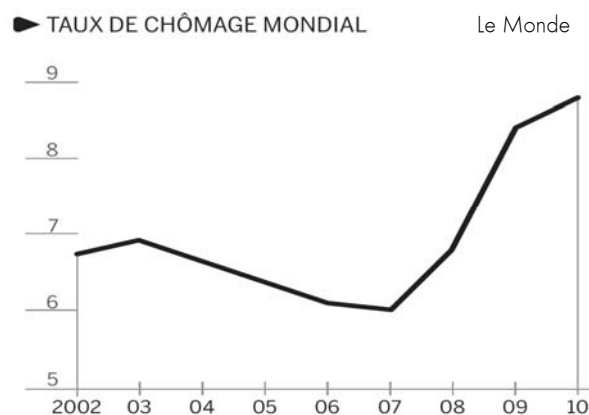
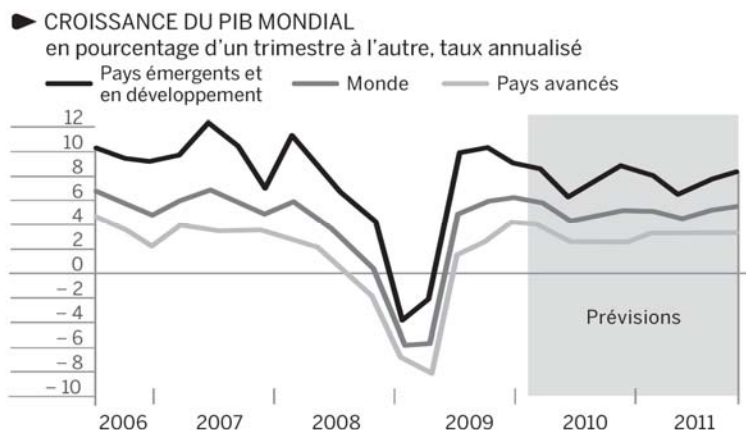
Parallèlement, Sarkozy accentue la chasse aux immigrants, en particulier tziganes. Partout, la xénophobie et le racisme se répandent, tant la bourgeoisie a besoin de victimes expiatoires aux maux grandissants que provoque le capitalisme décadent aux travailleurs, aux peuples, à l'environnement. Des partis fascistes émergent sur la base de la haine des Pakistanais, des Arabes, des Turcs ou des Roms, et les partis bourgeois « démocratiques » ne s'en différencient guère.

La convergence des politiques suivies pour restaurer le taux de profit est frappante, que ce soit au sein des vieux pays capitalistes depuis longtemps membres de l'UE ou dans les pays où le capitalisme a été restauré voici vingt ans. Et quelle que soit la composition politique des gouvernements, qu'ils soient formés de vieux partis bourgeois, de partis bourgeois « écologistes » (c'est le cas en Irlande) ou de partis ouvriers bourgeois.

LES PARTIS BOURGEOIS RÉACTIONNAIRES ET LES PARTIS « RÉFORMISTES » MÈNENT LA MÊME OFFENSIVE

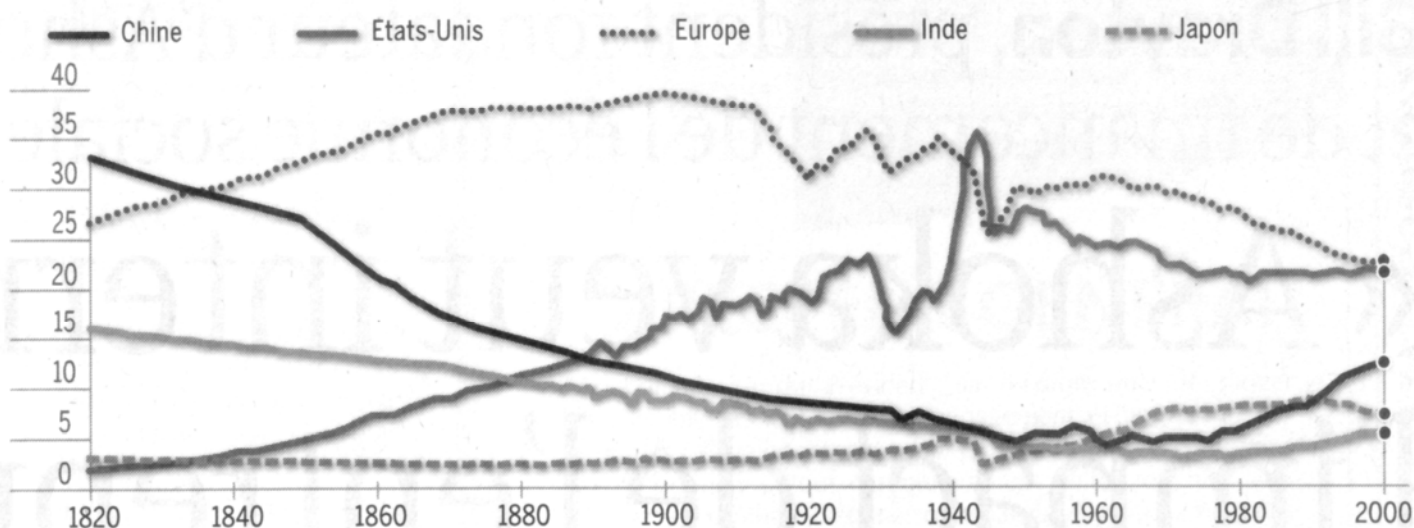
Le cas britannique est particulièrement édifiant. La politique capitaliste et impérialiste des gouvernements Blair et Brown du Parti travailliste (le parti traditionnel de la classe ouvrière, qui est bourgeois depuis sa naissance par son programme et sa politique), a conduit à une cuisante défaite lors des dernières élections, en mai. Il en a résulté un gouvernement d'entente entre les deux principaux partis bourgeois, le Parti conservateur et le Parti libéral démocrate. Celui-ci est issu de la fusion du vieux Parti libéral et d'une scission du Parti travailliste, elle-même rejointe par une fraction significative de l'ex-Parti communiste de Grande-Bretagne.

Le gouvernement de coalition amplifie l'attaque contre la classe ouvrière avec un programme intitulé modestement « Big Society » (grande société), que



PART DU PIB DANS LE PIB MONDIAL, en %

Le Monde



Cameron, le nouveau Premier ministre, présente, de manière à peine voilée, comme une offensive contre les pauvres, accusés d'avoir un « *style de vie consistant à rester assis à attendre les subsides publics* » (*Les Echos*, 16 septembre 2010). 100 milliards de livres (environ 115 milliards d'euros) de coupes dans le secteur public et 725 000 suppressions d'emplois sont prévues sur cinq ans. Il s'agirait « *de la plus importante réduction de dépenses publiques dans le monde à l'époque moderne* » (*The Sun*, 5 juillet 2010), avec une réduction de 25 % des budgets des ministères. L'investissement public chuterait d'un tiers d'ici 2014. Cela consiste, outre une augmentation de la TVA de 17,5 à 20 %, en une diminution de 40 % des aides au logement, une réduction de 6 % du financement du NHS (système national de santé), une privatisation (« *dénationalisation* », *Les Échos*, 23 septembre) de 75 % du système de soins, le relèvement de 65 à 66 ans de l'âge légal de départ à la retraite, dans l'optique de le supprimer.

En Grèce, le gouvernement PASOK (« socialiste ») a engagé un plan de privatisations massif. Il envisage de supprimer les 13^e et 14^e mois de salaires des fonctionnaires, de diminuer leurs primes de 8 %, (elles ont déjà été diminuées de 12 % en mars), d'augmenter la TVA de 19 à 23 %, de relever le nombre d'annuités de cotisations pour la retraite de 37 à 40. La retraite mensuelle élémentaire versée par l'État devrait être amputée de 10 % en passant de 400 euros à 360 euros.

Les mesures à effet immédiat sont le relèvement du taux principal de TVA de deux points, la hausse des taxes sur le pétrole, le tabac et l'alcool, les réductions supplémentaires des salaires de la fonction publique et les réductions des retraites. (Communiqué du gouvernement, 4 mai 2010)

En Espagne, le gouvernement PSOE (« socialiste ») de Zapatero « *s'est fermement engagé à réduire le déficit public et à suivre l'austérité maximum durant cette étape* » (*Les Echos*, 24 mars). Il s'agit notamment de

geler l'embauche de fonctionnaires et de remplacer un fonctionnaire sur dix, de diminuer de 5 % les salaires des fonctionnaires, de reculer l'âge légal de départ à la retraite de 65 à 67 ans, de geler les pensions de retraites, de supprimer 29 entreprises publiques (sur 106), de réduire de 1,5 milliard les dépenses de santé, de 600 millions l'aide au développement, d'augmenter la TVA de 16 à 18 %, de geler des travaux d'infrastructure (routes, chemins de fer)...

En Italie, où le pouvoir d'achat en 2009 était inférieur à celui de 2000, le gouvernement Berlusconi à la tête de la coalition PDL-LDN va supprimer 400 000 emplois dans le secteur public, avec le remplacement d'un départ à la retraite sur cinq, avec le gel des salaires, et même la réduction pour certains.

Au Portugal, le gouvernement PSP (« socialiste ») de Sócrates a annoncé que « *jusqu'en 2013, les hausses des salaires des fonctionnaires, gelés en 2009, resteront inférieures à l'inflation* » (*Libération*, 8 mars). 73 000 postes de fonctionnaires seront supprimés en quatre ans. La TVA devrait également augmenter d'un point. Il a également annoncé la fermeture de 900 écoles. En revanche, l'impôt sur les sociétés va diminuer de 28 à 24 %.

En Allemagne, le gouvernement Merkel de coalition CDU-FDP décide de supprimer des allocations sociales aux chômeurs, aux bénéficiaires de l'aide au logement... Il vise à réduire de 10 000 à 15 000 le nombre d'emplois dans la fonction publique d'ici 2014.

En Roumanie, le gouvernement Boc de coalition PDL-UDMR va réduire les salaires des fonctionnaires, de 25 %, 54 000 emplois seront supprimés dans les administrations locales, la TVA sera augmentée de 19 à 24 %, 150 des 400 hôpitaux seront fermés.

Au Danemark, le gouvernement Rasmussen de coalition V-DL-KF envisage de réduire sensiblement les dépenses sociales, en particulier les allocations chômage et les allocations familiales. Le dirigeant du

Parti social-démocrate, dans l'opposition, incite les travailleurs à accepter une hausse d'une heure de leur durée de travail hebdomadaire.

Aux Pays-Bas le gouvernement Rutte de coalition WD-CDA soutenu par le parti fascisant PVV, reporte l'âge légal de départ à la retraite à 67 ans.

En Irlande, le gouvernement Cowen de coalition FF-Green Party va encore baisser les salaires de 5 % dans le secteur public cette année, alors qu'ils avaient déjà diminué en 2009 de 5 à 15 %. Les primes ont été supprimées, les embauches ont été gelées, les départs à la retraite ne sont pas remplacés.

En Hongrie, le gouvernement Orban du Parti Fidesz va geler les salaires de la fonction publique pendant deux ans. Le 13^e mois des fonctionnaires et des retraités sera supprimé. L'impôt sur le revenu des personnes physiques ne sera plus progressif (16 % pour tous, riches ou pauvres) alors que l'impôt sur les sociétés va diminuer de 19 à 10 %.

En République tchèque, le gouvernement Klaus de coalition ODS-Top09-W, abaissera les salaires des employés d'État de près de 10 % à partir de 2011, les allocations familiales et les allocations pour handicapés seront significativement réduites. Des frais d'inscription seront introduits à l'université à partir de 2013.

En Lettonie, le gouvernement Dombrovskis de coalition va amputer les salaires de 20 % dans le service public et le niveau des retraites de 10 %.

En Slovaquie, le gouvernement de coalition Radicova réduit la fiscalité directe qui pèse surtout sur les riches (un taux d'impôt unique de 19 % sera instauré) et augmente la fiscalité indirecte qui pèse plus sur les pauvres (TVA)...

LA COMPLICITÉ DES BUREAUCRATIES SYNDICALES

Partout, ces mesures sont prises avec l'aval des directions syndicales, quelle que soit la couleur affichée des gouvernements.

Le soutien est parfois explicite, comme en Grande-Bretagne :

Nous accueillons favorablement la levée de l'âge à la retraite d'office. (Brendan Barber, secrétaire général du TUC, AFP, 24 juin 2010)

Les syndicats ne vont pas appeler à la grève cet automne, a promis un dirigeant de Unite. (Les Échos, 19 août 2010).

En Italie, la direction de la CGIL fait des propositions au gouvernement, dont elle juge que les mesures ne sont pas suffisantes pour stimuler « l'économie, l'investissement et surtout l'emploi des jeunes ».

En Irlande, les directions syndicales, le gouvernement et le patronat ont signé, le 31 mars, un accord interdisant les grèves jusqu'en 2014.

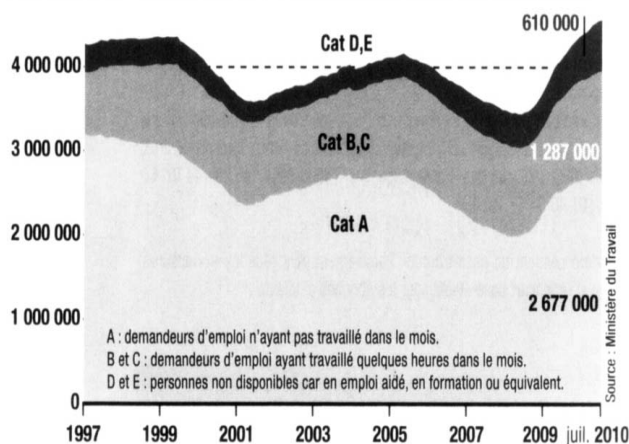
Le soutien est plus souvent implicite, en abandonnant les revendications ouvrières, en invoquant l'« intérêt national », en dispersant l'énergie dans des « journées d'action », dont la fonction est d'empêcher au Portugal, en Grèce, en Espagne, en France la grève générale.

EN FRANCE, L'ATTAQUE EN COURS PORTE D'AVANT SUR LES RETRAITES

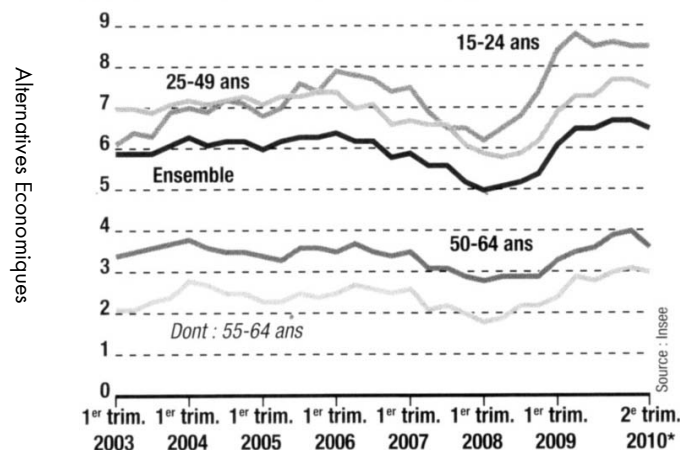
Le 16 juin, le gouvernement Sarkozy-Fillon annonce que l'âge légal de la retraite, jusqu'alors fixé à 60 ans, sera relevé à 62 ans dès 2018 (à raison de 4 mois de plus par an). L'âge du départ sans décote devrait être décalé de 65 à 67 ans, la mesure pesant à 85 % sur les salariés. Elle est servie avec l'argument fallacieux de la démographie, qui omet les gains de productivité. Il s'agit du refus des patrons de payer le salaire différé. la hausse de la productivité compense largement le rapport actifs-inactifs.

Cette attaque prolonge l'offensive préparée par le gouvernement Rocard et engagée par le gouvernement Balladur en 1993 contre les travailleurs des entreprises privées : la durée de cotisation nécessaire pour une retraite à taux plein avait alors été prolongée de 37,5 à 40 annuités, le calcul du salaire de réfé-

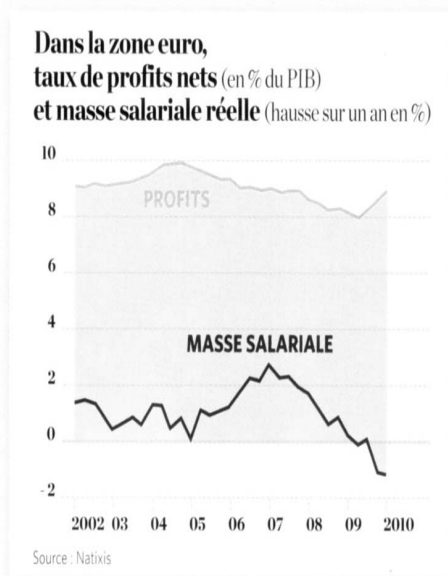
Nombre d'inscrits à Pôle emploi dans les différentes catégories



Part d'une classe d'âge au chômage, en %



Malgré la crise, les profits représentent une part croissante du PIB dans la zone euro. Surtout grâce aux grands groupes. Cette progression a été rendue possible par une compression drastique de la masse salariale.



CENTRE DE PRÉVISION DE L'EXPANSION (CPE) Analyse et prévisions économiques

rence servant au calcul de la retraite passait des 10 aux 25 meilleures années, et le montant des retraites n'était plus indexé sur les salaires mais sur les prix, ce qui lui était défavorable.

Entre 1994 et 1996, le patronat faisait subir aux retraites complémentaires du secteur privé une régression de même ampleur que celle qui avait été imposée précédemment aux retraites de base, si bien que les réformes de 1993 et 1994-1996 étaient censées conduire à une diminution de 20 points (de 78 % à 58 % du salaire moyen net) de la retraite moyenne des salariés du secteur privé, entre 1996 et 2030.

Puis en 2003, la contre-réforme Fillon imposait aux fonctionnaires de devoir cotiser 40 ans pour pouvoir bénéficier d'une retraite de base à taux plein.

En 2007, les salariés des « régimes spéciaux » furent à leur tour visés.

Il s'agit d'une offensive contre le salaire différé, contre la valeur de la force de travail. En 2009, l'âge moyen de départ de départ effectif à la retraite était déjà de 61 ans ½ (CNAV, 31 décembre 2009).

S'IL GAGNE CONTRE LES RETRAITES, LE GOUVERNEMENT ASSÈNERA DE NOUVEAUX COUPS

En même temps qu'il s'en prend aux retraites, le gouvernement mène une guerre de plus en plus ouverte aux pauvres des banlieues, persécute les immigrés en général et les Roms en particulier.

Le projet de budget de l'État pour 2011 est déjà prêt. Il prévoit le gel du salaire des fonctionnaires et 31 638 suppressions de postes de fonctionnaires supplémentaires. 100 000 postes seraient supprimés dans les trois ans à venir, si bien que la masse salariale de l'État baisserait alors pour la première fois en 2012.

Des chefs du PS approuvent ouvertement :

Il aurait fallu faire, depuis trois ans, de vraies réformes de structures courageuses au lieu de laisser

déraper les déficits. (Ségolène Royal, *Les Échos*, 29 septembre 2010)

En outre, le gouvernement prépare le budget 2010 de la Sécu. Un plan d'économies de 2,4 milliards d'euros est prévu pour l'assurance-maladie. Les médicaments dont le service médical rendu est considéré comme « modéré » verront leur taux de remboursement par la Sécurité sociale passer de 35 % à 30 %. La prise en charge des frais d'hospitalisation sera réduite. Aujourd'hui, le patient s'acquitte d'un ticket modérateur de 20 % sur les actes jusqu'à 91 euros. Au-delà, il paie un forfait de 18 euros. Ce seuil, qui n'avait pas été modifié depuis 1992, sera relevé de 91 à 120 euros. Les frais de transport ne seront plus systématiquement remboursés à 100 %... La rétroactivité de trois mois pour un allocataire d'une aide au logement va être supprimée. La prestation d'accueil du jeune enfant ne sera plus versée à compter du jour de la naissance mais à compter du mois suivant...

ASSEZ DE « JOURNÉES D'ACTION » SYMBOLIQUES, DE « GRÈVES RECONDUCTIBLES » DISPERSÉES : TOUS ENSEMBLE ! GRÈVE GÉNÉRALE !

Les partis d'origine ouvrière soit expriment leur accord avec le gouvernement, soit lui demandent de discuter, pour camoufler leur accord. Début 2010, le Parti « socialiste » apporte son soutien au gouvernement :

On doit aller très certainement, on va aller très certainement vers 61 ans ou 62 ans. (Martine Aubry, *RTL*, 17 janvier 2010)

Il n'y a pas de sujet de tabou, pas plus celui de l'âge que d'autres » (Marisol Touraine, secrétaire nationale du PS, *Les Echos*, 20 janvier 2010)

Quant au Parti « communiste français », il ne condamne pas le projet du gouvernement mais son « objectif d'empêcher l'indispensable débat public et citoyen » (PCF, *Communiqué*, 17 mai) et son « calendrier scandaleux. » (Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, *RTL*, 16 juin). Pour son allié, le Parti de gauche fondé par Mélançon (qui fut membre du gouvernement Jospin avec l'ancienne secrétaire du PCF, Buffet), pas besoin de lutte de classe, il suffirait d'un « referendum qui serait une issue démocratique et pacifique au conflit en cours sur les retraites » (PdG, *Tract*, 21 septembre).

Pour le NPA, « la question des retraites est un choix de répartition des richesses ». (*Communiqué*, 26 mars). Un « choix, » vraiment ? Il s'agit plutôt du résultat de la lutte entre les classes, la classe bourgeoise s'efforçant de renforcer l'exploitation et la classe ouvrière de la limiter.

Le capitaliste et l'ouvrier n'ayant à se partager qu'une valeur mesurée par le travail total de l'ouvrier, plus l'un recevra, moins recevra l'autre, et inversement. (Karl Marx, *Salaires, prix et profit*, 1865, GB, p. 37)

Les pensions entrent dans la valeur de la force de travail et les capitalistes refusent de payer pour cela.

Comme il est plus facile d'abaisser ces charges payées par les entreprises que les salaires directs, c'est là que la bourgeoisie a décidé d'abaisser le coût salarial. (Tom Thomas, *La Crise*, Contradictions, 2009, p. 90)

Le PS, le PCF, le PdG, le NPA, LO, le POI... appuient depuis des mois les « journées d'action » des bureaucraties syndicales et maintenant leurs « grèves reconductibles » département par département, entreprise par entreprise, site par site.

Les manifestations du samedi 2 ont mobilisé au moins autant de manifestants que les précédentes. Elles ont permis d'associer les familles et ceux qui ne sont pas encore prêts à se mettre en grève. Elles préparent l'étape suivante, le mardi 12 octobre. (Lutte Ouvrière, 4 octobre 2010)

Les directions syndicales ont ainsi les mains libres pour tenter de négocier le projet du pouvoir :

Nous avons demandé... que le gouvernement programme une réunion avec l'ensemble des acteurs autour d'une même table, à savoir syndicats de salariés et organisations patronales. (Bernard Thibault, *Les Échos*, 12 avril 2010)

Il faudra une suite si cela ne suffit pas pour que le gouvernement suspende son projet sur les retraites et rouvre des discussions. (Jean-Claude Mailly, *Libération*, 23 septembre 2010)

Il n'est pas question pour elles d'affronter Sarkozy et son gouvernement :

Le secrétaire général de la CGT refuse... de réclamer le retrait du projet de réforme, estimant qu'il faut « des mesures » pour assurer l'équilibre financier des régimes. « Je refuse qu'on s'inscrive dans une stratégie du tout ou rien, affirme-t-il. Parler de grève générale, c'est une stupidité. » (Le Monde, 9 juillet 2010)

Nous n'avons jamais appelé à la grève générale. Nous défendons une grande journée de grève nationale, plus à même de peser selon nous, et après, le terrain décidera d'éventuels mouvements reconductibles... Il faut une réforme des retraites mais pas celle-là. (Mailly, *Les Échos*, 21 septembre 2010)

Au contraire, dans une lettre datée du 9 septembre, les directions confédérales se plaignent une nouvelle fois :

Le calendrier précipité ne permet pas d'être entendus... au nom des salariés, elles demandent solennellement au gouvernement d'entendre leur point de vue... dans la perspective de définir un ensemble de mesures justes et efficaces pour assurer la pérennité du système de retraites par répartition.

Le calendrier fixé par Sarkozy, Fillon et Woerth est parfaitement respecté. Le projet a été adopté le 15 septembre à l'Assemblée nationale. Il va l'être par le Sénat.

Les travailleurs rejettent la politique de Sarkozy contre les retraites, ils ont maintes fois exprimé ce rejet ; les manifestations du 7 septembre, du 23 septembre et du 2 octobre ont été massives. Qu'ont fait les dirigeants des syndicats des millions de grévistes et de manifestants ? Rien, parce qu'ils refusent de mettre en danger le gouverne-

ment, les directions confédérales s'arc-boutent contre la grève générale.

Aux travailleurs qui veulent en découdre, elles donnent à ronger les grèves reconductibles, département par département, entreprise par entreprise, lieu de travail par lieu de travail, pour émietter la force du prolétariat et le démoraliser.

LES SYNDICATS DOIVENT SERVIR AUX TRAVAILLEURS : FRONT UNIQUE POUR ARRACHER L'ABROGATION DE LA LOI SARKOZY-WOERTH !

Contre la duperie des appels à un référendum Sarkozy sur les retraites, contre tous les réformistes qui prêchent de ne pas toucher à Sarkozy et sa politique avant 2012, contre ceux qui veulent participer à un nouveau gouvernement de « front populaire » - « union de la gauche » - « gauche plurielle » qui sauvera les profits, mènera l'austérité, renforcera la police et expulsera les immigrés, il faut regrouper.

Contre le sabotage des luttes, pour contraindre les directions syndicales à appeler à la grève générale jusqu'au retrait du projet contre les retraites, pour le contrôle des luttes par les travailleurs et les jeunes, il n'est d'autre voie que le combat organisé au sein des syndicats et au-delà des syndicats, sur les lieux de travail et d'études.

Pour l'interdiction des licenciements, pour la réduction du temps de travail, pour l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, pour l'abolition des lois xénophobes, pour le droit à la santé et à l'instruction, il n'est d'autre voie que le combat organisé au sein des syndicats et, au-delà des syndicats, sur les lieux de travail et d'études.

Il faut édifier le parti ouvrier révolutionnaire qui aidera à la grève générale, à l'auto-organisation, à l'élection et la centralisation de comités, à la destruction de l'État bourgeois, à l'établissement d'un gouvernement ouvrier, à la marche vers les États-Unis socialistes d'Europe.

11 octobre 2010

